

Rapport annuel 2010-2011



CiS 
centre international
de solidarité ouvrière



coalition québécoise
contre les
**ateliers de
misère**

Le conseil d'administration

Michèle Boisclair, présidente
Fédération interprofessionnelle
de la santé du Québec

Paul de Bellefeuille, vice-président
Syndicat de la fonction publique du Québec

Josée Roy, vice-présidente
Confédération des syndicats nationaux

Denise Gagnon, secrétaire
Fédération des travailleurs et travailleuses
du Québec
jusqu'en mars 2011

Danielle Lavallée, trésorière
Centrale des syndicats du Québec

Atim Leon, secrétaire
Fédération des travailleurs et travailleuses
du Québec
depuis mars 2011

Groupe A
Karine Crépeau, FIQ
Louise Chabot, CSQ
Pierre Patry, CSN
Lucie Grandmont, SFPQ
Joseph Gargiso, SCEP-FTQ

Groupe B
Nil Ataogul, SCC-CSQ
Dominique Daigneault, CCMM-CSN
Carolle Dubé, APTS
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos-FTQ
Christian Martel, STTP-Québec
André Pelletier, AREQ-CSQ
Patrick Rondeau, SEP-B-574-FTQ
Micheline Thibodeau, FNEEQ-CSN

Groupe D
Marie Marsolais

L'équipe du CISO

Michèle Asselin
Coordonnatrice

Julie Désilets
Agente d'éducation à la solidarité
internationale (stagiaire)
jusqu'en avril 2011

Audrey Gosselin Pellerin
Stagiaire, projet DIT
juin et juillet 2011

Martine Joyal
Chargée de projets
Éducation et communications

Renaud Ledoux
Chargé de projets
Coordonnateur de la Coalition québécoise
contre les ateliers de misère (CQCAM)
depuis janvier 2011

Marie-Claire Mériau
Responsable de l'administration
en congé depuis mai 2010

Marie-Noëlle Roy
Chargée de projets
Coordonnatrice de la Coalition québécoise
contre les ateliers de misère (CQCAM)
en congé depuis décembre 2010

Rédaction: l'équipe du CISO
Coordination et graphisme : Martine Joyal
Crédits photos: l'équipe du CISO
Dépôt légal : Bibliothèque nationale
du Québec, juin 2011

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Au nom des membres du conseil d'administration, je suis très heureuse de présenter le rapport d'activités du CISO pour l'année 2010-2011.

Cette année a été marquée par de graves difficultés économiques sur le plan mondial, conséquences de la crise financière de 2008, accentuant les inégalités. Le chômage est élevé partout dans le monde et touche particulièrement les jeunes. Le travail informel a continué sa progression. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 1,8 milliard d'individus, soit plus de la moitié de la population active mondiale, travaille sans contrat ni prestations sociales. Et, malgré tous les engagements, l'atteinte des Objectifs du millénaire se fait toujours attendre, particulièrement au chapitre de la lutte contre la pauvreté et la faim.



Aux États-Unis, le mouvement ultraconservateur Tea Party a mené des attaques antisyndicales frontales visant particulièrement le secteur public. Prétextant des déficits importants en raison de la récession économique, plusieurs États ont adopté ou préparent des projets de loi visant des restrictions importantes des droits syndicaux. Le droit fondamental de s'organiser pour négocier de meilleurs salaires, des avantages sociaux et de meilleures conditions de travail est remis en question. C'est au Wisconsin qu'est venue la première attaque. Les gouverneurs des États de la Floride, du New Jersey, de l'Indiana, de l'Ohio et de la Pennsylvanie ont manifesté leur intention d'emboîter le pas. Cet assaut a démontré la capacité de mobilisation du mouvement syndical étatsunien. Si au Québec, on ne peut pas parler d'extrême droite, le discours antisyndical trouve toutefois un certain écho. Lors de son dernier congrès, l'ADQ a affirmé son intention de restreindre l'influence des syndicats en les contraignant « à revenir à l'essence même de leur vocation, c'est-à-dire la défense des travailleurs ». L'action syndicale est régulièrement remise en question par des *think tanks* et autres organisations de droite tels le Réseau Liberté Québec, l'Institut économique de Montréal, le Conseil du patronat du Québec et autres « lucides ».

Certes, le fait marquant de cette année au plan de la mobilisation citoyenne est le « printemps arabe ». L'étincelle a jailli à Tunis en décembre 2010 et a enflammé le Moyen-Orient. Les mobilisations populaires ont réussi à renverser des régimes autocratiques en Tunisie et en Égypte. Les populations de la Libye, où le dictateur Kadhafi écrase les protestations de son peuple en recourant à une violence inouïe, de la Syrie, du Bahreïn et du Yémen ont emboîté le pas, réclamant à leur tour une réelle démocratie, malgré la répression de plus en plus vive.

En Europe, s'inspirant du « printemps arabe », des milliers de personnes « indignées » se sont mobilisées. Le « printemps espagnol » a essaimé en Grèce et en France. Les jeunes prennent la rue et occupent des places publiques. Le chômage est l'une des principales raisons de leur colère. Leur révolte se fait de plus en plus entendre un peu partout en Europe. Y aura-t-il un « été européen » après le « printemps arabe »?

Depuis cinq ans qu'il est à la commande du pays, Stephen Harper cherche à transformer le visage du Canada. Appuyé par des groupes néolibéraux de droite – voire d'extrême droite – et des mouvements religieux fondamentalistes, son gouvernement a mis en danger les valeurs d'égalité, de justice sociale et de solidarité. Alors qu'il est majoritaire, nous pouvons craindre que le gouvernement conservateur accentue ce virage à droite. La Coalition Pas de démocratie sans voix! qui réunit syndicats, groupes de défense de droits, groupes étudiants et organismes de solidarité et de coopération internationale, a poursuivi son action. Le CISO y participe activement.

Au Québec, le gouvernement Charest a, quant à lui, accéléré le virage vers la privatisation et la tarification des services, sur la base du principe d'utilisateur-payeur, les usagères et les usagers assumant une part croissante du financement des services. Deux nouvelles coalitions ont vu le jour pour contrer ces reculs: l'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

Plus que jamais, la mondialisation des solidarités demeure notre meilleure stratégie de lutte pour le respect des droits humains et pour de meilleures conditions de travail.

1975-2010 : 35 ans d'engagement et d'action!

Le 4 mars 2011, nous avons souligné les 35 ans du CISO. Un bel événement, convivial et émouvant. Depuis 1975, grâce à l'engagement de centaines de personnes, militantes, militants, stagiaires, travailleuses et travailleurs, nous poursuivons notre action pour l'égalité, la liberté, la démocratie et la justice pour toutes et tous, ici, comme partout dans le monde. Au fil des ans, le CISO est devenu un lieu essentiel de convergence de l'action syndicale québécoise en matière de solidarité internationale.

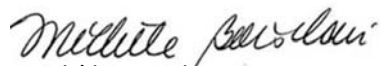
Plusieurs actions nous ont mobilisés cette année : un vaste projet de formation *Droits des travailleuses et des travailleurs dans le contexte de la mondialisation*; la coordination de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère; la poursuite du projet de coopération *Konbit pour une construction démocratique et solidaire d'Haïti*; un stage de jeunes syndicalistes en Colombie ainsi que le développement d'un nouveau projet de coopération au Burkina Faso, afin d'appuyer l'organisation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle. Ces actions ont été coordonnées par une équipe de travail réduite, mais engagée et très efficace. Elle a été appuyée par plusieurs membres du CISO.

2011-2012 : à la croisée des chemins?

Depuis juillet 2010, les partenariats entre l'ACDI et les organismes de coopération internationale (OCI) sont désormais soumis à un système concurrentiel d'appels de propositions. Ces nouvelles règles contredisent l'essence même d'une relation de partenariat, laquelle tire son efficacité de l'accompagnement à long terme et de la sensibilité aux besoins. En instaurant cette nouvelle approche, qui lui laisse toute liberté de restreindre le financement à des domaines précis, le gouvernement ne tient plus compte des perspectives des partenaires du Sud. Pire, l'obligation de proposer des projets qui s'inscrivent dans les plans des gouvernements locaux signifie que les OCI ne sont pas traités comme des acteurs du développement qui mettent en place des approches novatrices ou alternatives, mais comme de simples sous-traitants.

Désormais, le financement des projets du CISO sera de plus en plus difficile. La défense des droits humains n'a pas la faveur du gouvernement canadien. Le refus de l'ACDI de financer la poursuite de notre projet de coopération avec le Frente autentico del trabajo (FAT), syndicat mexicain indépendant, en est un exemple probant. Quel avenir pour le CISO dans un tel contexte? Le conseil conviera les membres à une réflexion collective au cours de l'automne 2011. Cette nouvelle conjoncture impose une révision de nos orientations stratégiques. Cette réflexion promet d'être des plus stimulantes. Profitons de ce moment pour resserrer nos liens et pour affirmer la mission du CISO.

Solidairement,


Michèle Boisclair

ÉDUCATION

Cette année, nous avons consacré une grande partie du travail d'éducation au projet *Droits des travailleuses et des travailleurs dans le contexte de la mondialisation* (DIT), entamé en 2009 et qui se poursuivra jusqu'en 2012. Dans le cadre de ce projet, nous avons terminé les recherches amorcées en 2010, puis nous avons commencé la rédaction de la trousse d'information. Nous avons également tenu deux journées d'étude, en plus d'organiser une formation pilote, en collaboration avec la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ).

Projet DIT

Cet ambitieux projet d'éducation a pour objectif de permettre aux militantes et militants du mouvement syndical de mieux comprendre l'interdépendance entre les conditions de travail au Nord et au Sud, de façon à ce qu'ils développent une plus grande conscience de l'importance de la solidarité, dans un contexte où les droits des travailleuses et des travailleurs s'effritent au profit de ceux des grandes entreprises. Le fil conducteur du projet est le travail migrant, un enjeu d'actualité au Nord comme au Sud. De plus, une attention particulière est portée à la question des femmes, puisque celles-ci sont particulièrement touchées par les effets de la mondialisation.

Activités du projet

Les activités prévues au projet sont la production et la diffusion d'une trousse d'information sur le droit international et l'action syndicale, la conception de formations sur mesure pour les organisations participantes, la tenue de 5 journées d'étude, et l'organisation d'un stage syndical en Colombie. Tout le matériel éducatif développé sera disponible sur le site Internet du CISO.

Organisations partenaires

Six organisations syndicales québécoises appuient ce projet : l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé du Québec (APTSQ), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ).

Le montage financier de ce projet inclut également des subventions du Centre de recherche sur le développement international (CRDI), du Ministère des Relations internationales du Québec (MRI) et de la Fondation Léo-Cormier.

Trousse d'information

Après entente avec le comité de formation sur le contenu de la trousse, la rédaction de celle-ci a été amorcée en septembre 2010 avec l'embauche d'une agente d'éducation, grâce à une subvention obtenue auprès du Ministère des Relations internationales du Québec, via le programme Québec sans frontières (QSF).

La trousse compte 5 parties distinctes : la mondialisation, les droits des travailleuses et des travailleurs dans le contexte de la mondialisation, le droit international du travail comme piste d'action syndicale, les autres pistes d'action syndicale, et finalement, le travail migrant comme enjeu prioritaire dans le contexte de la mondialisation. Nous avons choisi de regrouper l'information sous forme de fiches de 6 à 10 pages, afin de faciliter la consultation. Les enjeux de genre font l'objet d'une fiche entière, mais restent présents tout au long du document de façon transversale.

Nous en sommes présentement à mi-chemin de la rédaction de la trousse. Un travail de recherche était nécessaire pour compléter certaines parties non couvertes par les recherches sur le droit international et le travail migrant. Nous prévoyons compléter la trousse cet automne, et la lancer officiellement au cours de l'hiver 2012.

Formation sur les droits d'ici et d'ailleurs

Nous avons tenu une première formation les 6 et 7 avril dernier, dans le cadre d'une rencontre du Réseau des jeunes de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ). Pendant deux jours, nous avons sensibilisé environ 65 jeunes militantes et militants syndicaux aux enjeux de la solidarité internationale et des droits des travailleuses et des travailleurs dans le contexte de la mondialisation. Cette formation pilote nous a permis de tester le matériel développé et de peaufiner notre approche pédagogique, qui est très interactive. En général, les personnes ayant participé à cette formation ont beaucoup apprécié les différentes activités proposées, de même que les échanges avec les invitées internationales de la FIQ.

Journées d'étude

Afin de rendre compte de l'avancement de nos travaux de recherche et de stimuler l'intérêt de nos membres pour ce projet, nous avons tenu deux journées d'étude publiques cette année. La première portait sur le droit international et l'action syndicale (1^{er} octobre 2010), et la seconde sur les droits des travailleuses et des travailleurs en Colombie (janvier 2011). Près de cinquante personnes ont assisté à une ou à l'autre de ces activités.

Comité aviseur

Le comité de formation du CISO, qui agit comme comité aviseur de ce projet, s'est réuni à quatre reprises cette année. Il est coordonné par Martine Joyal, chargée de projets responsable de l'éducation et des communications. Ce comité regroupe les représentantes et les représentants des organisations syndicales qui appuient financiè-

rement ce projet, en plus de quelques membres individuels :

- Lyne Bergeron, membre individuelle;
- Priscilla Bittar, CCMM-CSN;
- Isabelle Coulombe, FTQ;
- Karine Crépeau, FIQ;
- Guillaume Desmarais, APTS;
- Johanne Gagnon, SFPQ;
- Roselyne Legault, CSN;
- André Marcoux, AREQ-CSQ;
- Jean-François Piché, CSQ;
- Anne Sarrasin, membre individuelle.

Stage syndical en Colombie

À quelques mois de l'entrée en vigueur d'un accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie, sept jeunes syndicalistes québécois ont réalisé un stage dans ce pays. La délégation était composée de Philippe Côté (Métallos-FTQ), Karine Crépeau (FIQ), Marisol Durand (CSN), Anny Gilbert (SCFP-FTQ), Danyk Naudi (FTQ-Construction), Dany Pascasio (CCMM-CSN) et Jérôme Rousseau (FIQ). Le groupe était accompagné de Micheline Jourdain, militante de longue date du CISO et retraitée de l'enseignement (AREQ-CSQ).



Les stagiaires du CISO en compagnie de leur accompagnatrice, Micheline Jourdain, et de membres de l'équipe de l'Escuela nacional sindical (ENS).

Hôtes de l'Escuela nacional sindical (ENS), située à Medellín, les stagiaires ont fait le point sur la conjoncture politique et syndicale d'un pays marqué par la violence, l'impunité et un très faible taux de syndicalisation. Durant dix jours très intenses, les stagiaires ont été mis en contact avec les différentes organisations syndicales des secteurs de la santé, de la fonction publique, de la construction, de la métallurgie et de l'énergie. Les stagiaires ont pu identifier quelques homologues syndicaux pour poursuivre des actions de solidarité.

De jeunes Colombiens ont également tracé un portrait des défis vécus par les jeunes en lien avec le travail: accès très limité à des emplois de qualité, difficulté à se syndiquer et à se tailler une place dans des structures syndicales traditionnelles et fortement dominées par les hommes.

Les chercheurs et les experts de l'ENS ont aussi présenté au groupe plusieurs ateliers de formation et de discussion sur la situation des droits humains et syndicaux, telle que vécue par les syndicalistes, les enseignants, les femmes, les jeunes et les populations autochtones. Au même moment, des représentants internationaux de l'OIT séjournaient dans le pays et recevaient les doléances du monde syndical colombien.

Lors de l'activité d'évaluation, notre partenaire, l'ENS, a surtout insisté sur l'importance de nos interventions auprès de la population canadienne et québécoise afin que le gouvernement Harper prenne réellement en compte la situation des droits humains en Colombie.

Autres activités

Colloque L'action syndicale sans frontières

Initiative du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), ce colloque visait à faire le point sur les différentes initiatives de solidarité mises en place par les syndicats à l'échelle locale, nationale et internationale. Il a eu lieu à Montréal, les 23 et 24 septembre

2010. Le CISO faisait partie du comité aviseur du colloque. La coordonnatrice a prononcé une allocution très appréciée lors de la plénière d'ouverture : *Défis et enjeux de l'action syndicale à l'international*. La coordonnatrice de la CQCAM a aussi fait une présentation dans le cadre de l'atelier *Nouvelles normes internationales : levier à l'encadrement des firmes multinationales*.

Journées québécoises de la solidarité internationale

Le 10 novembre dernier, nous avons tenu un dîner-causerie avec Leocadio Juracán, directeur du Comité paysan de l'Altiplano (CCDA). Le CCDA est une organisation qui travaille à la défense des droits des travailleuses et des travailleurs de grandes plantations de café, de sucre et de coton, au Guatemala. Lors de sa présentation, M. Juracán nous a proposé un point de vue alternatif sur le commerce équitable, et surtout une meilleure compréhension des luttes pour les droits des travailleuses et des travailleurs dans ce secteur. Grâce à son témoignage empreint de militantisme et d'indignation, il nous a exposé les défis vécus par les travailleuses et travailleurs agricoles guatémaltèques, ainsi que les menaces qui pèsent sur celles et ceux qui défendent leurs droits, parfois même au risque de leur vie.

Cette activité a été organisée en collaboration avec le Projet Accompagnement Québec-Guatemala, dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale, coordonnées par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Réflexions féministes plurielles sur les relations internationales

En mars 2011, la coordonnatrice a pris part à une conférence publique organisée par la Chaire Raoul-Dandurand, en partenariat avec l'Institut d'études et de recherches féministes (IREF), dans le cadre de la Journée internationale des femmes. Elle était accompagnée de deux autres panélistes: Françoise David, porte-parole de Québec solidaire, et Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique à l'UQAM.

Coopération

Les projets de coopération sont un moyen privilégié de concrétiser notre solidarité avec le mouvement ouvrier du Sud. Ces projets appuient le travail de partenaires sur le terrain qui cherchent à améliorer les conditions de vie des travailleuses et des travailleurs, en milieu rural ou urbain.

Projet Haïti

Amorcé en janvier 2009, le projet *Konbit pour une construction démocratique et solidaire d'Haïti* a pour principal objectif de lutter contre la pauvreté, en contribuant au renforcement des capacités du mouvement populaire haïtien. Les organisations soutenues participent à la construction d'un modèle de société alternative, basée sur les principes de démocratie et de bonne gouvernance. Plus concrètement, en milieu rural, les actions menées visent à aider les paysannes et les paysans à augmenter leur production agricole et à s'organiser collectivement. Une attention particulière est portée aux femmes, afin d'accroître leur influence au sein de leurs organisations paysannes. En milieu ouvrier, des organisations partenaires s'approprient les enjeux reliés à certaines normes et lois, afin de défendre les droits des travailleuses et des travailleurs et de porter, auprès des décideurs, des propositions qui amélioreront leurs conditions de vie et de travail. Le CISO réalise ce projet en partenariat avec l'Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL).

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010

Le séisme a frappé directement certaines zones de travail de l'ICKL et a eu des conséquences néfastes dans d'autres. Plusieurs parents et amis ont péri... Les maisons des membres des organisations partenaires, les écoles communautaires et les centres culturels ont été détruits ou endommagés. Ce drame a amplifié la situation de vulnérabilité du pays sur les plans économique, politique et environnemental. La reconstruction à peine amorcée s'annonce extrêmement longue et difficile.

L'immersion : une nouvelle approche

La situation dans les milieux ruraux après le séisme a forcé l'ICKL à revoir ses méthodes d'intervention. Il fallait résoudre, de manière concrète, les problèmes de manque de moyens, le retard occasionné par le séisme et la non-disponibilité des organisations paysannes. Dans ce contexte, l'ICKL a adopté l'immersion comme mode d'intervention.

Cette approche par immersion est caractérisée par des séjours plus longs sur le terrain et par la participation de l'ensemble des membres de l'équipe de l'ICKL. Elle permet aux intervenantes et intervenants de mieux comprendre la réalité des organisations et de les accompagner en fonction de leurs nouveaux besoins. Elle a favorisé l'établissement d'une relation de confiance entre les partenaires. Les missions d'immersion sont structurées autour de trois principales activités : la formation, l'appui psychosocial et le développement de projets d'économie solidaire.

Sensibilisation sur le choléra

Neuf mois après le séisme du 12 janvier 2010, une épidémie de choléra, autre drame traumatisant, a frappé le pays. Cette situation a contraint l'ICKL à intervenir sur cet enjeu auprès de ses partenaires ruraux.

Séminaire sur les lois Hope I et II

Un séminaire sur les conséquences de l'application des lois Hope I et II sur l'économie nationale a été réalisé du 14 au 17 mars 2011, réunissant 110 personnes provenant de diverses organisations et de plusieurs régions du pays.



Les représentantes et représentants de l'ICKL, la PAPDA et Antèn Ouvriye, en compagnie de Michèle Asselin, coordonnatrice, et de Marie Marsolais, membre du conseil d'administration du CISO.

Manifeste sur l'accès au crédit pour les paysans

Les 2 et 3 mars 2011, nos partenaires haïtiens ont réalisé un Forum national populaire sur le crédit paysan : *Ki modèl Kredi Leta dwe mete kanpe pou redinamize Agrikilti ti peyizan an ki se motè ekonomi nasyonal la?* (Quel modèle de crédit l'État doit-il mettre en place pour redynamiser l'agriculture, qui est considérée comme le moteur de l'économie nationale?) La représentation diversifiée des organisations paysannes a été une préoccupation dans la préparation de ce forum. Une trentaine d'organisations paysannes venant des 10 départements géographiques du pays ont répondu à l'appel.

Mission de suivi

Du 2 au 9 novembre 2010, le CISO a mené une mission de suivi du projet. La coordonnatrice a effectué cette mission accompagnée d'une membre du conseil d'administration, Marie Marsolais, coopérante expérimentée et parlant créole. La mission a débuté à Port-au-Prince, quelques jours avant le passage de l'ouragan Tomas. Des visites d'organisations paysannes avec lesquelles l'ICKL a mené plusieurs projets étaient planifiées. Des paysannes et des paysans de l'organisation Tèt

Kole Ti Peyizan Ayisyen attendaient les représentantes du CISO dans les régions de Jacmel et de l'Artibonite. Malheureusement, le passage de l'ouragan a forcé l'annulation de toutes ces rencontres. À souligner également, l'épidémie de choléra venait d'être déclenchée.

Malgré le contexte difficile, plusieurs sessions de travail ont pu avoir lieu à Port-au-Prince, avec l'équipe de l'ICKL et les représentants des deux autres partenaires de notre projet, la Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement alternatif (PAPDA) et Antèn Ouvriye.

Stages

Initialement, ce projet prévoyait un stage de syndicalistes québécois en Haïti, que nous dû annuler, suite au séisme. En remplacement, nous avons planifié un stage au Québec en économie sociale à l'automne 2010. Les stagiaires sélectionnés, issus des organisations paysannes, n'ont pas réussi à obtenir leur visa. Ce projet de stage a donc été annulé, et nous planifions actuellement avec l'équipe de l'ICKL un autre projet de stage qui devrait avoir lieu au cours de l'automne 2011.

Mission en Afrique de l'Ouest

Du 25 août au 4 septembre 2010, la coordonnatrice a séjourné au Sénégal et au Burkina Faso, en compagnie de Denise Gagnon, directrice du Service de la solidarité internationale de la FTQ et membre de l'exécutif du CISO, et Marcelle Perron, directrice de la Condition féminine de l'Alliance de la Fonction publique du Canada-Québec (AFPC-Québec). Elle a contribué à l'organisation de deux séminaires initiés et coordonnés par la FTQ, et qui ont réuni des dizaines de syndicalistes provenant de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de cette mission, elle a également rencontré divers partenaires pour développer un nouveau projet de solidarité du CISO au Burkina Faso.

Femmes et syndicats au Sénégal

Une première rencontre s'est faite à Dakar, sur le thème : *Femmes travailleuses et réseaux syndicaux : Construire de nouvelles solidarités*. Plus d'une vingtaine de femmes syndicalistes, ainsi qu'un homme, y ont partagé leurs visions quant à la situation des femmes. Divers besoins ont été identifiés, par exemple l'alphabétisation, la sensibilisation sur les discriminations, ainsi que la formation syndicale. L'accès à des emplois décents pour les femmes demeure un enjeu fondamental. Les emplois disponibles dans l'économie formelle étant de plus en plus rares, les syndicats devront se préoccuper davantage des travailleuses de l'économie informelle. Des problèmes énormes certes, mais des défis possibles à relever. Des actions et des stratégies ont été identifiées. Toutes les personnes présentes ont réitéré l'importance de consolider des alliances avec les femmes et des alliances stratégiques avec les hommes et les religieux, ainsi qu'avec des universitaires. La rencontre s'est conclue avec un mot d'ordre : Prendre notre place!

Réseau africain pour la promotion de la femme travailleuse

Le périple sénégalais s'est terminé par la visite

de trois groupes de femmes membres du Réseau africain pour la promotion de la femme travailleuse (RAFET). Les déléguées québécoises ont visité deux villages, Guidakhar et Kharé, situés au bord du fleuve Sénégal, dans le nord du pays. La seule voie d'accès est constituée d'une piste argilo-sableuse. Ces deux villages n'ont pas l'électricité, et les maisons sont fabriquées en banco, des briques de terre très peu résistantes aux pluies. Les femmes de ces villages n'ont rien, rien du tout! Elles n'ont pas accès à des services de santé. Elles n'ont pas d'outils pour travailler la terre, une terre très pauvre. Elles n'ont que leur courage! Les femmes de la ville de Rosso, à la frontière de la Mauritanie, ont aussi été rencontrées. Elles ont expliqué comment elles s'organisent pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Le RAFET, avec ses faibles moyens, leur vient en aide.

Syndicalisme en démocratie

À Ouagadougou, 23 personnes ont participé à la session de perfectionnement des formatrices et des formateurs et des responsables à l'éducation ouvrière dans le cadre du programme *Syndicalisme en démocratie*, projet appuyé par la FTQ depuis plusieurs années en Afrique de l'Ouest. Aux syndicalistes burkinabés se sont joints des syndicalistes venus du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée-Conakry, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

Projet Burkina Faso

À Ouagadougou, tout comme à Dakar, la question de l'économie informelle a été au cœur des réflexions. Le phénomène s'est accentué depuis les années 1990, avec l'instauration des politiques d'ajustement structurel et les licenciements dans la fonction publique qui ont suivi. Le secteur informel a pris de l'ampleur au point de dépasser le secteur formel en matière d'emploi. Au Burkina Faso, l'économie informelle procure du travail à près de 80 % de la population active, et représente 27 % du produit intérieur brut. Salaire minimum non respecté et absence de sécurité sociale : l'économie informelle évolue en marge de

toute législation du travail. Le déficit en matière de droits économiques, sociaux et culturels est de plus en plus lourd. Comment assurer la protection des droits des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle? Cette réalité en croissance impose de nouvelles formes de solidarité syndicale. Dans cette perspective, l'éducation syndicale est certes une stratégie à consolider.

De nombreuses actions syndicales au Burkina Faso visent le secteur de l'économie informelle. Des projets régionaux ou nationaux ont fait avancer la réflexion et l'organisation sur cette problématique. Une concertation intersyndicale de 6 centrales syndicales témoigne de cette importante préoccupation. Une nouvelle solidarité prend forme. Le CISO souhaite appuyer cette concertation et contribuer à accroître sa capacité d'intervenir en appui aux travailleuses et travailleurs du secteur de l'économie informelle.

Notre mission à Ouagadougou a permis de préciser un nouveau projet de coopération : *Appui à l'organisation du secteur de l'économie informelle au Burkina Faso*. Nous avons rencontré les secrétaires généraux de chaque centrale syndicale membre de la Concertation intersyndicale burkinabée, afin de jeter les bases de ce projet. Ces organisations sont : la Confédération Générale du Travail du Burkina (CGT-B), l'Union Syndicale des Travailleurs du Burkina (USTB), l'Organisation nationale des Syndicats Libres (ONSL), la Confédération nationale des Travailleurs du Burkina (CNTB), la Confédération Syndicale Burkinabè (CSB) et la Force Ouvrière/Union nationale des Syndicats Libres (FO/UNSL).

Nous avons également rencontré les représentantes et représentants de la Coordination burkinabée de la Marche mondiale des femmes et du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples. Ces groupes ont été identifiés comme des partenaires essentiels de notre projet, puisque leur action permettra d'atteindre les femmes et les enfants. Ces diverses rencontres nous ont permis de vérifier la pertinence du projet et l'engagement des différents partenaires.

Objectifs du projet

Ce projet vise à améliorer la prise en compte de la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle au Burkina Faso, particulièrement des femmes et des enfants, par les organisations syndicales et sociales. Plus spécifiquement, les deux principaux objectifs sont :

- Consolider la concertation des organisations syndicales et sociales en regard de la défense des droits des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle, par l'entremise notamment de la mise en place d'une table de concertation, l'élaboration d'un plan d'actions concertées, et des activités de renforcement des capacités de formatrices et formateurs au sein des organisations partenaires;
- Améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs du secteur de l'économie informelle, notamment par la mise en œuvre de certaines initiatives les ciblant spécifiquement et directement, par exemple des sessions de formation sur les droits fondamentaux du travail, les droits des femmes et des enfants, le Code du travail burkinabè, le fonctionnement des organisations syndicales et sociales, etc.

Financement

La réalisation de ce projet triennal nécessite un financement de 735 035 \$. Une proposition a été déposée à l'ACDI, dans le cadre de l'appel de propositions lancé par la Direction générale des partenariats avec les Canadiens (DGPC) — Partenaires pour le développement. Une contribution de 495 035 \$ a été demandée. Une demande de 240 000 \$ a aussi été présentée dans le cadre de la sélection 2011-2012 du Programme québécois de développement international (PQDI). Si nous l'obtenons, ce financement constituera la contrepartie exigée par l'ACDI. Les réponses à ces demandes sont attendues en juin (PQDI) et septembre (ACDI).

Coalition québécoise contre les ateliers de misère

Durant l'année, plus de 30 organisations provenant des milieux syndical, étudiant et non gouvernemental ont collaboré à la mise en œuvre des activités de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM). Cette coalition a pour objectif de mobiliser ses partenaires sur les enjeux sociaux du développement durable ainsi que sur la responsabilité sociale des organisations.

Campagne d'éducation pour l'adoption de PAR

Ce projet, financé par le Ministère des Relations internationales du Québec par l'entremise du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI), a pris fin le 31 mars 2011.

Dans le cadre de cette campagne, la CQCAM a conseillé et soutenu diverses organisations dans l'implantation de politique d'approvisionnement responsable, notamment les CDEC du Québec et RONA. Elle s'est aussi engagée à soutenir plusieurs de ses membres en facilitant la création d'un espace d'échange et de codéveloppement sur la question de l'approvisionnement responsable, l'APAR.

De plus, la CQCAM a tenu une journée d'étude le 8 octobre, en collaboration avec le CISO. Plus de 50 personnes ont pris part à cette activité sur le thème *Responsabilité sociale des entreprises : nouveautés en matière de normes privées*.

Enfin, la table intersyndicale Bombardier a poursuivi son travail avec les syndicats de Bombardier aéronautique. Cette année, la table intersyndicale a tenu quatre réunions afin de réitérer les engagements des parties prenantes dans le développement d'une plate-forme de formation sur la responsabilité sociale de l'entreprise.

Recherche de la CQCAM

La troisième recherche sur les politiques d'approvisionnement responsable a été publiée en mai 2011. Elle est intitulée *L'approvisionnement responsable : Un défi pour les organisations publiques québécoises?* Cette recherche a été me-

née par Dominique Diouf, chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada sur les normes de gestion du développement durable, et doctorant en administration des affaires à l'Université Laval. M. Diouf a examiné les politiques d'approvisionnement responsable de 30 organisations publiques québécoises œuvrant dans quatre secteurs d'activités : éducation, santé, municipalité et organisme public.

Bien que la moyenne des résultats obtenus par ces organisations demeure faible (19,40 %), douze organisations ont adopté une PAR ou un code de conduite pour les fournisseurs. Les résultats obtenus par ces douze premières organisations (43,41 %) confirment que plusieurs initiatives émergent du secteur public, malgré le fait que la Loi sur le développement durable n'a été adoptée qu'en 2006. Près de 60 personnes étaient présentes lors du lancement officiel du rapport de recherche, le 5 mai dernier, à la Grande Bibliothèque de Montréal.

Campagne politique

Suite au dépôt d'un mémoire, en septembre 2009, dans le cadre de la Commission des transports et de l'environnement du Québec, la CQCAM a participé activement à la Table de concertation sur les indicateurs de développement durable, qui a pour mandat de suivre et commenter le développement des indicateurs du gouvernement du Québec.

Cependant, nous avons décidé de mettre un terme à cette contribution, puisque selon nous, il n'y a pas de reconnaissance de l'expertise, du temps et des déplacements occasionnés par une telle

participation, que le Ministère considère comme étant bénévole. De plus, il nous semble que les groupes participants ne sont présents que pour approuver le travail du Ministère, et non dans un esprit de dialogue. Conséquemment, la CQCAM, comme plusieurs autres membres de la société civile, n'entend pas poursuivre sa participation à cette table.

Vidéo : Les oubliés du développement durable

L'année dernière, la CQCAM a produit une vidéo faisant la promotion du volet social du développement durable et des politiques d'approvisionnement responsable. Cette vidéo fut lancée lors de l'assemblée générale annuelle du CISO de juin 2010. Cette année, la CQCAM en a fait la promotion, entre autres dans le cadre du cinédébat organisé par l'organisation Cataléthique, qui s'est tenu le 14 mars 2010, dans les locaux d'Ubisoft, à Montréal. La CQCAM a également distribué plus de 200 copies de la vidéo, en plus de la rendre disponible sur son site Internet.

Espaces de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable (ECPAR)

Cette table de concertation regroupe une vingtaine d'organismes publics et d'entreprises privées qui œuvrent ensemble à développer des outils pour faciliter l'approvisionnement responsable. La CQCAM siège à l'ECPAR comme partie prenante et elle collabore depuis peu aux travaux du comité fournisseur. Celui-ci a comme mandat de développer le volet social et de l'intégrer aux processus d'approvisionnement, ainsi que de promouvoir l'approvisionnement responsable auprès des fournisseurs de façon équitable et dans une démarche d'accompagnement. Enfin, ce comité tente de définir une approche commune envers les fournisseurs des participants quant à l'application de l'approvisionnement responsable. Cette année, la CQCAM a participé à sept réunions du comité fournisseur, en plus des ateliers offerts par l'ECPAR.

Association pour une politique d'approvisionnement responsable (APAR)

L'APAR est un espace de concertation, de collaboration et de mobilisation du mouvement syndical,

communautaire, coopératif, et dont les intérêts sont à but non lucratif. Ce comité a pour mission d'exercer un effet d'entraînement dans la société québécoise, dans la perspective du développement durable, et d'assurer l'amélioration continue des partenaires soutenant le développement des politiques d'approvisionnements responsables et la responsabilité sociétale des organisations. Enfin, les partenaires de ce comité entendent planter et améliorer l'application de leur PAR. Depuis janvier 2011, la CQCAM assure le secrétariat du comité qui regroupe le CISO, Oxfam-Québec, le CECI, Jeunesse Canada Monde et Amnistie internationale-section canadienne francophone. La CQCAM a participé à six rencontres cette année.

Présentations publiques

Dix présentations, formations ou conférences ont été données dans divers milieux : universités, associations professionnelles et syndicats. De plus, la CQCAM a participé à quelques événements externes, notamment à titre d'invitée d'une émission radiophonique sur les ondes de CIBL-FM, ainsi qu'à un séminaire organisé par la Chaire de recherche en responsabilité sociale et développement durable de l'UQAM.

Comité de coordination de la CQCAM

Les membres de ce comité sont:

- Michèle Asselin, CISO;
- Véronique Brouillette, CSQ;
- Arianne Cardinal, Aide internationale pour l'enfance;
- Mathieu-Étienne Gagnon, Oxfam-Québec;
- Nathalie Guay, CSN;
- Anne Leblanc, CCMM-CSN;
- Renaud Ledoux, coordonnateur de la CQCAM;
- Atim Leon, FTQ;
- Murielle Lolot, Aide internationale pour l'enfance;
- Richard McLaughlin, Conseil régional FTQ et SCFP-FTQ;
- Patrick Rondeau, SEP-B-Québec;
- Marie-Noëlle Roy, coordonnatrice de la CQCAM;
- Richard Séguin, Amnistie internationale, section canadienne francophone.

ACTION POLITIQUE ET ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires qui partagent les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud, et qui luttent pour la justice et la démocratie.

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Le CISO est membre de l'AQOCI. Nous avons participé aux nombreuses activités auxquelles les membres étaient conviés, notamment à l'atelier sur les enjeux du financement des nouveaux programmes de l'ACDI (22 novembre 2010) et à la conférence téléphonique sur la même question (30 novembre 2010). Le CISO était également présent lors de l'assemblée générale spéciale (7 mars 2011) qui s'est conclue par l'adoption d'un plan d'action dont est issue la campagne *Partenaires solidaires*, qui vise à sensibiliser le public et les décideurs à l'importance de rétablir un partenariat durable entre le gouvernement et les organisations de coopération internationale. Enfin, nous avons participé à la consultation sur le rôle des organisations de la société civile (OSC) en tant qu'acteurs de développement efficaces (Principes d'Istanbul et Cadre international pour l'efficacité du développement des OSC). Le CISO entend intensifier son appui aux actions de l'AQOCI dans la prochaine année.

Coalition Pas de démocratie sans voix!

Nous avons poursuivi notre participation active à la coordination de la Coalition Pas de démocratie sans voix! Le 17 juin 2010, à quelques jours des sommets du G8 et du G20, nous avons participé à une conférence de presse marquant le coup d'envoi de la Coalition. Le CISO était un des six groupes porte-parole. Nous avons aussi contribué à l'organisation d'une rencontre réunissant une cinquantaine d'organisations, le 28 janvier 2011, afin d'élaborer un plan d'action. La coordonnatrice du CISO a animé cette rencontre. Nous avons également contribué à la rédaction de la brochure : *Les conservateurs au pouvoir : une attaque frontale contre la démocratie!* Ce document a été largement distribué lors de la campagne électorale fédérale. Le 5 avril 2011, le CISO était présent au point de presse devant les bureaux de la ministre conservatrice Josée Verner, et nous avons animé un 5 à 7 de la solidarité, auquel étaient conviées les organisations de la région de Québec.

Après l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire, la Coalition Pas de démocratie sans voix! est plus pertinente que jamais et travaillera de concert avec la Coalition pancanadienne Voix/Voices pour protéger et défendre les droits et libertés, exiger la transparence et faire respecter les institutions démocratiques canadiennes. Nous devons continuer à faire valoir et respecter le rôle essentiel, l'expertise et l'indépendance des organisations de la société civile québécoises et canadiennes qui défendent les droits et libertés et une plus grande justice sociale, au Canada comme à l'international. Interpellé par ces enjeux, le CISO compte poursuivre son engagement au sein de cette coalition.



Comité sur le travail migrant temporaire

Le CISO participe activement aux rencontres du comité sur le travail migrant temporaire, initié par le Front de défense des non-syndiqués (FDNS) et qui, outre les organisations syndicales, regroupe l'Alliance des travailleurs agricoles, le Centre justice et foi, le Comité d'action contre la traite humaine (CATHI), la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et le REDTAC-(im)migration. À l'occasion de la Journée internationale des migrants, ce comité a organisé une Commission populaire d'enquête sur les programmes canadiens de migration temporaire, qui s'est déroulée le 16 décembre dernier.

C'est à l'aide des témoignages de trois travailleuses et travailleurs migrants, de témoins experts et de commissaires, que les nombreux participants à l'événement, environ 80 personnes, se sont familiarisés avec les principaux enjeux relatifs au travail migrant temporaire au Canada. Les trois programmes dont il a été question au cours des différentes interventions sont :

- le Programme des aides familiales résidentes (PAFR);
- le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS);
- le Programme des travailleurs étrangers temporaires peu qualifiés ou peu spécialisés (PTET-PS).

Le comité entend répéter l'expérience l'année prochaine, et le CISO y poursuivra son engagement.

Collectif Échec à la guerre

Le CISO est membre du Collectif Échec à la guerre et a participé au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme qui s'est déroulé les 19 et 20 novembre 2010. Nous y avons présenté un atelier sur la militarisation et le développement, en collaboration avec l'AQOCI et l'Entraide missionnaire. Cet atelier a réuni plus d'une cinquantaine de personnes. De plus, la coordonnatrice du CISO a représenté le Collectif à l'émission *Huis-clos : Pour ou contre le maintien des missions de guerre*, diffusée à Télé-Québec, le 23 octobre 2010.

Concertation pour Haïti (CPH)

Le CISO participe très activement à la Concertation pour Haïti (CPH). Cette année encore, nous avons pu compter sur la contribution de Marie Marsolais, membre du conseil d'administration du CISO, qui nous a représentés à la CPH, avec la coordonnatrice. Les rencontres de la CPH ont essentiellement porté sur l'analyse de la conjoncture en Haïti et le partage d'information sur l'évolution de la situation politique et de la reconstruction. La CPH a rendu publique une analyse critique de l'aide canadienne. Le CISO a contribué à l'organisation du forum Reconstruction d'Haïti : les défis de la solidarité québécoise, qui a eu lieu le 11 janvier 2011. Le CISO poursuivra son engagement au sein de la CPH, plus particulièrement en maintenant sa participation au comité de coordination.

Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits

Nous avons poursuivi notre appui aux activités de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Le CISO siège au conseil d'administration. Nous avons participé à une rencontre spéciale d'orientation qui s'est tenue le 15 décembre 2010.

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Le CISO a maintenu son appui au RQIC. Cette année, le RQIC s'est penché sur les enjeux entourant les négociations de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG). Un argumentaire et un dépliant ont été produits, documents que nous avons diffusés.

FINANCEMENT DU CISO

Les deux années précédentes se sont conclues par un déficit budgétaire. En 2010-2011, nous avons réussi à retrouver l'équilibre budgétaire, mais la situation du CISO n'en demeure pas moins précaire. Nous accusons un déficit en matière de ressources humaines, faute de fonds suffisants. Tout au long de l'année, nous avons dû effectuer une gestion extrêmement serrée de nos dépenses. Nous avons maintenu des efforts soutenus pour trouver de nouveaux fonds. Enfin, soulignons que cette année encore, nous avons pu compter sur la générosité de nos membres.

Les bailleurs de fonds

En plus de l'appui significatif octroyé par les organisations syndicales membres sous forme de cotisations et de contributions diverses, le CISO doit, pour réaliser ses activités, solliciter des contributions financières de différents bailleurs de fonds.

En 2010-2011, nous avons obtenu des fonds :

- de l'**Agence canadienne de développement international** (ACDI) : financement du projet de coopération *Konbit pour une construction démocratique et solidaire d'Haïti*;
- de l'**Association québécoise des organismes de coopération internationale** (AQOCI), via le Fonds d'engagement et d'éducation du public à la solidarité internationale (FEEPSI) : appui au projet *Campagne d'éducation pour l'adoption de politiques d'approvisionnement responsable* de la CQCAM;
- du **Centre de recherche pour le développement international** (CRDI) : soutien au projet *Droits des travailleuses et des travailleurs dans le contexte de la mondialisation* (DIT);
- de la **Fondation Léo-Cormier** : soutien au projet DIT;
- du **Fonds de solidarité FTQ** : embauche d'un étudiant au cours de l'été 2010 en appui au projet DIT;
- du **Ministère des Relations internationales du Québec** (MRI) : appui au projet *Konbit pour une construction démocratique et solidaire d'Haïti*, dans le cadre du Programme québécois de développement international (PQDI), appui à la mission éducative du CISO par le biais du Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale (PAME-OCI) et octroi d'une subvention du programme Québec sans frontières (QSF) pour l'embauche d'une stagiaire à l'éducation.

Malheureusement, deux demandes de financement ont été refusées :

- Fonds francophone d'initiatives pour la Démocratie, les Droits de l'Homme et la Paix de l'Organisation internationale de la Francophonie;
- Programme de contribution du Bureau de la consommation d'Industrie Canada (projet présenté par la CQCAM).

VIE ASSOCIATIVE

Le 35^e anniversaire du CISO

Le 4 mars dernier, une cinquantaine de membres et sympathisants se sont réunis afin de souligner le 35^e anniversaire du CISO, lors d'un avant-midi festif au Montréal Arts Interculturels (MAI), à Montréal. Après avoir été accueillis par Michèle Boisclair, la présidente, nous avons eu la chance d'assister à une prestation théâtrale de la compagnie La Couverture magique, portant sur la situation des femmes dans les maquiladoras.

Puis, un historique a été présenté par Emmanuelle Champion, qui prépare présentement une thèse de doctorat sur le CISO et la CQCAM. Cela a été l'occasion pour les personnes présentes de se remémorer les différentes actions et campagnes menées à travers le temps, et de prendre acte des défis à venir. Clothilde Bertrand nous a livré un vibrant témoignage sur Michel Chartrand, fondateur et militant de la première heure.

Des témoignages de solidarité de nos partenaires, l'Institut Culturel Karl Lévêque (Haïti) et le Frente autentico del trabajo (Mexique), ont également été lus. Merci à toutes les personnes qui ont fait de cet événement un succès. Rendez-vous dans 5 ans pour notre 40^e anniversaire!



Le CISO est en fête!

35 ans de solidarité entre travailleurs et travailleuses du Québec et du monde!

Θ Présentation de la pièce Monologos de la maquila par la troupe de théâtre La couverture Magique

Θ Lancement d'un historique du CISO

Θ Buffet festif

4 mars 2011 de 10h à 13h

Au Montréal Arts Interculturels (MAI)
3680 Jeanne-Mance
Montréal

Bienvenue à tous nos membres et sympathisants-es, passés ou actuels!

CISO
centre international de solidarité ouvrière

RSVP
formation@ciso.qc.ca

Couverture Magique Productions

Les instances du CISO et de la CQCAM en 2010-2011

- Conseil administration : 5 rencontres;
- Comité exécutif: 7 rencontres et plusieurs consultations téléphoniques;
- Comité de formation: 4 rencontres;
- Comité de coordination de la CQCAM: 7 rencontres.

COMMUNICATIONS

Beaucoup de petites nouveautés dans le domaine des communications cette année! Tout d'abord, nous avons entrepris de simplifier l'envoi du bulletin mensuel, qui se fait maintenant automatiquement à partir de notre site web, le 1^{er} de chaque mois. Cela nous permet également de gérer la liste de diffusion de façon automatique. Cela est essentiel, car celle-ci est de plus en plus importante (près de 900 membres), ce qui nous causait des difficultés avec l'ancien système.

Le site web du CISO a été mis à jour de façon régulière pendant toute l'année. Nous avons aussi lancé une nouvelle chronique intitulée *En direct d'Haïti*, dans laquelle Marc-Arthur Fils-Aimé, directeur de l'Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL), commente pour nous l'actualité sociale et politique de son pays.

Nous avons également rencontré les responsables des communications de 4 organisations du groupe A (FTQ, CSN, FIQ et CSQ), de façon à développer des liens concrets avec ces personnes qui peuvent nous aider à faire la promotion de nos activités. Nous poursuivrons ce travail l'an prochain avec le SFPQ et quelques organisations du groupe B.

Finalement, nous nous sommes lancés dans les médias sociaux, en inaugurant la page Facebook CISO-CQCAM, qui compte à ce jour plus de 90 fans.

APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE

Lors de l'assemblée générale annuelle de juin 2009, les membres ont adopté une politique d'approvisionnement responsable (PAR). Par la suite, l'équipe de travail a développé un plan d'action visant à soutenir ses fournisseurs en matière d'approvisionnement responsable. À cet égard, quatre secteurs particuliers ont été ciblés: le matériel de papeterie et d'impression, les services de traiteurs, les produits de consommation, ainsi que le déplacement des employés.

À l'hiver 2010, le CISO a soumis quatorze de ses fournisseurs à une évaluation de leurs pratiques, à partir de la documentation publique disponible à leur sujet. Cette initiative visait à appuyer le renforcement de leur comportement en matière d'approvisionnement responsable, par la démonstration de leurs points positifs et de ceux à améliorer. Des quatorze organisations examinées, cinq ont répondu au questionnaire d'évaluation. Nous leur avons par la suite transmis nos attentes et fourni quelques outils pour améliorer leurs pratiques. Une nouvelle ronde d'évaluation devrait être entamée sous peu.

Afin de faire le suivi du contenu et de l'opérationnalisation de la PAR du CISO, la CQCAM participe à l'Association pour une politique d'approvisionnement responsable (APAR), dont elle assume le secrétariat depuis l'hiver 2011. Au fil de plusieurs rencontres, les organisations membres de ce comité de travail ont mis en commun leurs avancées en matière d'approvisionnement responsable et comptent approfondir l'approche de l'approvisionnement responsable dans le domaine de la solidarité internationale. La CQCAM compte également participer au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

L'ÉQUIPE DU CISO

Encore du mouvement dans l'équipe du CISO cette année! Marie-Noëlle Roy nous a quittés pour un congé de maternité en décembre, et elle a été remplacée par Renaud Ledoux à la coordination de la CQCAM. De son côté, Marie-Claire Mériaux, notre technicienne administrative, a été victime en mai 2010 d'un vilain accident de vélo qui a nécessité une longue réadaptation physique. Elle est toujours en congé et devrait être de retour parmi nous très bientôt. Ce sont donc Michèle Asselin, coordonnatrice et Martine Joyal, chargée de projets responsable de l'éducation et des communications, qui ont tenu le fort pendant toute l'année. Elles ont pu compter sur l'apport fort apprécié de Julie Désilets, agente d'éducation, qui a complété un stage de 6 mois au CISO en avril dernier. Audrey Gosselin Pellerin s'est également jointe à l'équipe en juin, pour un stage de 6 semaines. Elle contribuera à la rédaction de la trousse d'information du projet DIT.

Nos collaboratrices et collaborateurs

Stéphanie Bernstein, professeure de sciences juridiques (UQAM)

Supervision de la recherche sur le droit international et l'action syndicale

Emmanuelle Champion, chercheuse indépendante

Rédaction d'un historique pour souligner le 35e anniversaire du CISO

Carmen Fontaine, Service aux collectivités de l'UQAM

Appui au projet *Droits des travailleuses et des travailleurs dans le contexte de la mondialisation*

Laura Handal Lopez, chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

Réalisation de la recherche sur la migration de la main d'œuvre (projet DIT)

François Longpré, concepteur web

Appui à la gestion du site web du CISO

Alexis Milette, chercheur indépendant

Réalisation de la recherche sur le droit international et l'action syndicale (projet DIT)

Dominique Diouf, chercheur indépendant

Réalisation de la recherche *L'État a-t-il le souci de l'approvisionnement responsable au Québec?*

Anne-Marie Dawson, consultante

Rédaction d'une proposition de projet de coopération avec le Burkina Faso

Mario Roy, consultant en informatique

Jeannette Thifault, consultante en gestion financière

LES MEMBRES DU CISO

GROUPE A

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)

GROUPE B

Alliance de la Fonction publique du Canada-Québec (AFPC-Québec-FTQ)
Alliance des professeures et professeurs de Montréal (APPM)
Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec (AREQ-CSQ)
Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec-région de Montréal (AREQ-CSQ)
Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale, section locale 869 (AIMTA-local 869)
Conseil central de Québec Chaudière-Appalaches (CCQCA-CSN)
Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie (CCSNE)
Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)
Conseil régional FTQ du Suroît
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM)
Conseil régional FTQ Québec-Chaudière-Appalaches (CRFTQQCA)
Conseil régional FTQ Saguenay - Lac-Saint-Jean
Fédération des enseignantes et enseignants de CEGEP (FEC-CSQ)
Fédération des professionnelles (FP-CSN)
Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ)
Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ)
Fédération du personnel du loisir, de la culture et du communautaire (FPLCC-CSQ)
Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)
FTQ-Construction
Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3665
Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4713
Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 8284
Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP-Québec)
Syndicat de l'enseignement de Champlain (CSQ)
Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'île (SEPî)
Syndicat de l'enseignement de la région de Drummondville (SERD-CSQ)
Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis (SERM-CSQ)
Syndicat de l'enseignement de la région de Laval (SERL)
Syndicat de l'enseignement de la région de Québec (SERQ-CSQ)
Syndicat de l'enseignement de la région des Moulins (SERM)
Syndicat de l'enseignement de la région du Fer (SERF)
Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Iles (SESMI)
Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE)
Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal (SEOM)
Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue (SEUAT)
Syndicat de l'enseignement des Deux Rives (SEDR)

Syndicat de l'enseignement des Vieilles Forges (SEVF)
Syndicat de l'enseignement de Val Maské (SEVM)
Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (SEGP)
Syndicat de l'enseignement du Lanaudière (SEL)
Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec (SAPSCQ)
Syndicat des conseillères et conseillers de la CSQ
Syndicat des employé(e)s de l'École de technologie supérieure
Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec, section locale 1500 (SCFP-FTQ)
Syndicat des employés de l'Université de Montréal (SEUM-1244)
Syndicat des employées et employés de Développement et Paix (SEEDP)
Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM-SCFP-1294)
Syndicat des employées et employés de syndicats et des organismes collectifs du Québec (SEESOCQ)
Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 434 (SEPB-434)
Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 463 (SEPB-463)
Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 574 (SEPB-574)
Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, section locale 579 (SEPB-579)
Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep Bois-de-Boulogne
Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep de Drummondville (SEECD)
Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep de Matane
Syndicat des enseignants et enseignants du Cégep de Victoriaville
Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429)
Syndicat des intervenantes et intervenants de la santé du Nord-Est québécois (SIISNEQ)
Syndicat des Métallos
Syndicat des Métallos, section locale 5778
Syndicat des Métallos, section locale 6833
Syndicat des professeurs du Cégep Ste-Foy
Syndicat des professeurs du collège Édouard-Montpetit
Syndicat des professeurs du collège Gérald-Godin (SPCGG)
Syndicat des professionnelles en soins de l'Estrie
Syndicat des technicien-nes et des professionnel-les de la santé et des services sociaux du Québec (STEPSQ-CSN)
Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec (SSPHQ), section locale 4250
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes-région du Québec (STTP-Québec)
Syndicat du personnel de l'enseignement des Hautes-Rivières (SPEHR)
Syndicat du personnel enseignant du Collège de Sherbrooke (SPECS)
Syndicat interprofessionnel de la santé de l'IUCPQ
Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA-QUÉBEC)
Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, section locale 62
Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, section locale 510
Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, section locale 911
Syndicat des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section locale 501
Vanier College Teachers 'Association

GROUPE D

Une centaine de membres individuels.

**Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM)
565, boul. Crémazie est, bureau 3500
Montréal, Québec, H2M 2V6**

www.ciso.qc.ca